Editorial

Selon le *Lancet*, la crise climatique provoquerait chaque année le décès de 5 millions de personnes dans le monde[1]. Comparaison n'est pas raison, mais la crise Covid aurait, selon les estimations de l'OMS[2], coûté la vie à 14,9 millions de personnes sur deux ans (en 2020 et 2021). Cette estimation, selon fr.statista.com, doit cependant être revue à la baisse : les chiffres officiels indiquent au 18 août 2023 (soit sur trois ans et demi) un nombre total confirmé de 6 955 141 décès. A vrai dire, peu importe l'exactitude des chiffres : même s'ils doivent être nuancés, et revus à la baisse ou à la hausse, ils nous donnent un ordre de grandeur, certes approximatif mais affolant, qui suffit à rapprocher les deux crises et à poser des questions dérangeantes.

La première est évidente : la crise Covid a conduit les pays occidentaux à prendre des mesures drastiques, toutes affaires cessantes. Il s'agissait de gagner une « guerre » « quoi qu'il en coûte »[3]. Et de fait, les Etats n'ont lésiné ni sur les dépenses, ni sur les contraintes pour vaincre une menace planétaire. Ce combat exigeait une solidarité sans faille ; on exerça une pression maximale sur ceux qui doutaient ou minimisaient la crise : insultes, censures, perte d'emploi, rien n'a été épargné pour imposer les décisions jugées utiles. Etrangement, face à cette autre menace planétaire qu'est la crise climatique, il ne se passe rien, ou si peu. Ici, il y a aussi des millions de morts, mais manifestement les affaires ne doivent surtout pas cesser, il n'y a pas de guerre à mener et l'on compte plus que jamais ses sous. Les lanceurs d'alerte dénoncent dans toutes les langues l'absurdité de l'exploitation infinie d'un monde fini. Mais s'ils sont écoutés, ils ne sont pas suivis : les pollueurs gardent leur emploi ; les actionnaires touchent leurs dividendes et les consommateurs consomment. Les vacances venues, des millions de touristes, le cœur léger, s'entassent dans les aéroports du monde entier sans voir où est le problème[4]. Comment comprendre une telle différence de réactions ?[5]

Une seconde question donne le tournis : le secteur de la santé contribue à l'aggravation de la situation puisque selon certaines estimations, il génère à lui seul 4,6 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale[6]. C'est là une moyenne. Dans les pays riches, ce pourcentage est presque deux fois plus élevé[7]. Des mesures drastiques – et non simplement « cosmétiques » – devraient donc être prises aussi dans ce domaine… « toutes affaires cessantes ». Car pour le dire frontalement, en l'état, et malgré les efforts déjà consentis, soigner un patient ou se faire soigner avec les moyens modernes dont nous disposons dans les pays riches, c'est aujourd'hui participer au décès de 5 millions d'humains chaque année. Soigner tue… et compromet chaque jour un peu plus l'avenir des générations futures[8]. S'il est juste, le constat fait froid dans le dos.

Notes

1. https://www.thelancet.com/journals/lamplh/article/PIIS2542-5196(21)00081-/fulltext.
2. 14.9 millions de décès supplémentaires ont été associés à la pandémie de COVID-19 en 2020 et 2021 (who.int)
3. Formules « choc » du Président français E. Macron pour annoncer les premiers confinements, en 2020.
4. On se souviendra que les politiques ont inventé un système de *Pass vaccinal* pour permettre aux individus en ordre de vaccination de pouvoir prendre notamment l'avion pour partir en vacances avec bonne conscience… Cherchez l'erreur.
5. La réponse est évidente : dans le second cas, l'ennemi à combattre n'est plus un virus extérieur, c'est nous-mêmes et nos comportements destructeurs…
6. http://www.healthaffairs.org/doi/full.10.1377/hlthaff.2020.01247.
7. En France, selon le dernier rapport du Shift Project (2023), le secteur de la santé pèse pour 8% des émissions totales de gaz à effet de serre.
8. Selon les scénarios aujourd'hui les plus plausibles : à politique inchangées – c'est-à-dire en incluant les mesures actuelles déjà prises –, on doit s'attendre dans les 50 prochaines années à l'apparition de nouvelles maladies, dont des pandémies, à des problèmes d'accès à l'eau et à la nourriture dans certaines régions du monde, à des déplacements massifs de populations, et à d'inévitables conflits, chacun luttant légitimement pour sa survie.
9. « … les améliorations apportées par les TICs sont réelles mais souvent marginales (on peut déjà faire beaucoup sans elles). Elles ne nécessitent pas de faire appel aux dernières évolutions technologiques (dans la plupart des cas, les TICs des années 90 conviendraient) et des systèmes et mécanismes simples suffisent (les Big Datas et l'intelligence artificielle ne sont a priori pas nécessaires) » (D. Grimaldi, *Louvain médical*, 143, janvier 2024, p. 59-60). Dit autrement, tant que l'IA n'est pas capable de régler ses propres problèmes, on est en droit de se demander si elle est capable de régler ceux des humains…
10. https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/l-intelligence-artificielle-une-technologie-particulierement-energivore-06-07-2024-2564963_47.php#11

Comment s'en sortir ? On peut toujours douter, comme le font les climatosceptiques. On peut aussi sombrer dans le déni. La solution la plus communément partagée est de pratiquer une sorte de dissociation : sur le plan intellectuel, nous sommes plus ou moins informés du problème, tandis que sur le plan pratique, nous nous satisfaisons de quelques mesurettes pour mieux continuer à vivre comme avant. On peut comprendre ces attitudes car les enjeux climatiques et environnementaux nous confrontent à des défis effrayants.

Premier dilemme : que faire des technologies nouvelles, prometteuses de progrès, mais polluantes ? Par exemple l'IA dont on vante les mérites dans le monde de la santé (cfr *Ethica Clinica* n° 113)[9] : elle est à ce point énergivore qu'elle ruine une bonne part des efforts faits par exemple dans les hôpitaux (tri des déchets, ampoules LED, panneaux solaires, matériel réutilisable, etc.)[10]. Faut-il dès lors y renoncer tant qu'elle ne sera pas écologiquement vertueuse ?

Deuxième dilemme : quelle philosophie de soin voulons-nous prioriser ? Doit-on continuer à demander à la médecine curative, grosse consommatrice de technologies et de médicaments coûteux et polluants, d'être le service après-vente de nos choix (individuels et de société) délétères et le plus souvent éco-irresponsables (mal bouffe, recherche illimitée de profits, inégalités sociales, consumérisme débridé, etc.) ? Doit-on plutôt rentrer dans une approche résolument préventive de la santé, par nature plus respectueuse de l'environnement, mais nous contraignant à modifier radicalement nos habitudes de vie, au point d'y voir (à tort ?) une démarche liberticide ?

Troisième dilemme : quel système économique promouvoir ? Faut-il conserver le néo-libéralisme – dont la médecine financée à l'acte est l'un des symptômes ? Obnubilé par la croissance infinie, il encourage la surconsommation et les soins futiles, en ne se souciant guère des catastrophes environnementales qu'il provoque (à moins qu'il y trouve évidemment un intérêt financier). Quel autre système instaurer ?

Enfin, dernier dilemme que les précédents impliquent : dans nos institutions comme en politique, quelle gouvernance faut-il choisir, qui soit à la hauteur des enjeux : une démocratie, certes parasitée par les lobbys et les intérêts privés, mais qui promeut la participation et l'adhésion de tous, ou, étant donné l'urgence et vu ce que sont les hommes, un régime autoritaire si possible éclairé, qui aurait pour mandat de défendre, contre l'inertie des générations actuelles, les intérêts des générations futures ?

Le récit pour l'instant le plus crédible est que, si nous nous limitons à faire ce que nous faisons déjà, nous allons au-devant d'une grave crise environnementale[7]. A en croire les experts, rien qui soit réellement à la hauteur des enjeux n'est aujourd'hui entrepris. Pourtant, la crise Covid nous l'a enseigné : les responsables de nos institutions de soins tout comme nos autorités politiques, au niveau national et international, ont le pouvoir de tout arrêter. Il suffit de le décider. Désormais, on ne peut plus nous faire croire que c'est impossible.

Jean-Michel Longneaux